

Jean-François HAMELIN

PROFESSEUR A L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE

AGREGE DES FACULTES DE DROIT

FONCTIONS

Depuis 2021 : Enseignant en actes courants et droit des sociétés à l'INFN (Institut national des formations notariales) de Paris et de Rouen

Depuis 2020 : Directeur du Master de droit fiscal de l'Université de Bourgogne

Depuis 2019 : Directeur du Master Juriste d'affaires – Commerce, distribution, consommation de l'Université de Bourgogne

Depuis 2018 : Directeur du Magistère de droit des affaires de l'Université de Bourgogne

Depuis 2017 : Professeur à l'Université de Bourgogne

2011-2017 : Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise

TITRES UNIVERSITAIRES

Juin 2017 : Agrégation de droit privé et de sciences criminelles, spécialité droit civil (10^e)

Mai 2010 : Doctorat en droit privé de l'Université Panthéon-Assas

- Sujet : Le contrat-alliance
- Directeur : M. le Professeur Nicolas Molfessis
- Publication : *Economica*, coll. Recherches juridiques, t. 30, 2012
- Prix de thèse de l'Université Panthéon-Assas

Juin 2003 : DEA de droit privé général de l'Université Panthéon-Assas, mention TB.

ENSEIGNEMENTS A L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE

- *Cours de gestion de patrimoine*, M2 Droit fiscal (à partir de 2021) ;
- *Cours de droit spécial des sociétés*, L3 Droit (à partir de 2020) ;
- *Cours de régime général de l'obligation*, L3 Droit (à partir de 2017) ;
- *Cours de Techniques sociétaires*, M2 JA CDC.

AFFILIATIONS

Depuis 2022 : Membre de l'Association Française des Docteurs en Droit

Depuis 2019 : Membre de l'Association Droit et Commerce.

Depuis 2017 : Membre de l'association Henri Capitant.

ACTIVITES DE RECHERCHES ET PUBLICATIONS

Thèmes de recherche

- Droit des sociétés
- Droit des obligations
- Droit de la distribution

Direction de recherche

- Depuis 2021 : direction du groupe de travail sur la réforme de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association sous l'égide de l'Association Henri Capitant ;
- Depuis 2019 : direction du groupe de travail sur le financement des associations ;
- Depuis 2019 : direction d'un cycle de conférences consacrées à la Doctrine et l'innovation à la faculté de droit de Dijon

Direction de thèse

- Depuis 2022 : La réputation de l'entreprise, par Eva GONCALVES-SANTANA

Direction d'ouvrage, de revue et chronique

- En 2022, direction avec N. Jullian de l'ouvrage *La réforme du statut de l'entrepreneur individuel* ;
- Depuis le 1^{er} janvier 2022, responsable de la chronique trimestrielle « contrats translatifs » à la Revue des contrats, Lextenso ;
- Depuis 2020, créateur et responsable de la chronique annuelle « Droit et fiscalité des organismes à but non lucratif (OSBL) » de la revue *Droit des sociétés*, Lexisnexis ;
- En 2020, direction de l'ouvrage « *Le financement dans tous ses états* », Juris-éditions-Dalloz, 2021 ;
- Depuis mai 2019, co-directeur scientifique de la revue *Droit des sociétés*, Lexisnexis ;
- Depuis mai 2019, responsable de la chronique mensuelle « Sociétés commerciales » de revue *Droit des sociétés*, Lexisnexis.

Ouvrage

1. - *La réforme du statut de l'entrepreneur individuel*, dir. J.-F. Hamelin et N. Jullian, Lextenso, 2022.
2. - *Le financement dans tous ses états*, dir. J.-F. Hamelin, juris-éditions/Dalloz, 2020, p. 24 et s.
3. - *Le contrat-alliance*, préf. N. Molfessis, coll. Rech. Jur., t. 30, 2012.

Chapitres d'ouvrage collectif :

1. - La validité des pactes entre associés, *in Les pactes d'affaires*, Lextenso, coll. Les intégrales, 2021 ;
2. - Les clauses relatives au statut d'associé, *in Les pactes d'affaires*, préc. ;
3. - Les clauses relatives aux organes collégiaux, *in Les pactes d'affaires*, préc. ;
4. - Les clauses relatives au règlement des litiges, *in Les pactes d'affaires*, préc. ;
5. - Les pactes relatifs aux sociétés cotées, *in Les pactes d'affaires*, préc. ;
6. - Introduction, *in Le financement dans tous ses états*, juris-éditions/Dalloz, 2020, p. 6 et s.
7. - La mise en commun au sein de l'association, *in Le financement dans tous ses états*, juris-éditions/Dalloz, 2020, p. 13 et s.
8. - La mise en commun par l'association, *in Le financement dans tous ses états*, juris-éditions/Dalloz, 2020, p. 24 et s.
9. - « La clause de garantie de situation pérenne », *in Les principales clauses des contrats d'affaires*, Lextenso, 2^e éd., 2018, p. 397 et s. ;
10. - « La clause de ratchet », *in Les principales clauses des contrats d'affaires*, Lextenso, 2^e éd., 2018, p. 707 et s.

Articles

1. - « La société en commandité simple, alternative à la société civile ? », *Ingénierie patrimoniale*, Ed. JFA, 2-2022, p. 85 et s. ;
2. - « Liberté contractuelle et clause d'exclusion », *in Mélanges en l'honneur du professeur Arlette Martin-Serf*, Larcier, 2022 ;
3. - Le succès de la SAS, un défi pour le droit commun !, *in Droit des sociétés* mai 2022, repère 5
4. - « Les conventions intragroupes – Introduction », *Actes pratiques et ingénierie sociétaire* sept.-oct. 2021, p. 6 et s. ;
5. - « Le droit commun des conventions intra-groupe – Le droit des sociétés », *Actes pratiques et ingénierie sociétaire* sept.-oct. 2021, p. 7 et s. ;
6. - « Législation par renvoi et droit des sociétés », *in Droit des sociétés* août 2021, repère 8
7. - « La responsabilité de la société absorbante du fait de la société absorbée », *Actes pratiques et ingénierie sociétaire* mai-juin 2021, *Le point sur*, p. 57 et s. ;
8. - La responsabilité civile des sociétés mères, *in Lexbase hebdo affaires* N° 658 du 10 décembre 2020
9. - Société et responsabilité civile, quelle réforme ?, *in Droit des sociétés* 2020, repère 9
10. - « Association et société, pour un dialogue des droits », *in Dr. sociétés* 2019, repère 11
11. - « La renonciation à la condition après la loi de ratification du 20 avril 2018 », *Deffrénois* 2018, n°35, p. 19 et s.
12. - « Le contrat d'association », *in Les contrats spéciaux et la réforme du droit des obligations*, dir. L. ANDREU et M. MIGNOT, LGDJ, coll. Fond. Varenne, 2017, p. 261 et s. ;

13. - « L'apport des renonciations successorales à la théorie générale de l'acte juridique et de la loi », in *Renonciations et successions : quelles pratiques ?*, dir. C. PERES, Defrénois 2016, p. 269 et s.
14. - Rapport sur l'article 1245 de l'avant-projet de loi de réforme de la responsabilité civile, Groupe de réflexion de l'AFDD, juillet 2016, p. 29 et s. ;
15. - Rapport sur les articles 1246 à 1248 de l'avant-projet de loi de réforme de la responsabilité civile, Groupe de réflexion de l'AFDD, juillet 2016, p. 34 et s. ;
16. - « La réforme du droit des contrats et le contrat de société », in *Actes pratiques et ingénierie sociétaire* mai-juin 2016, p. 7 et s. ;
17. - Fasc. 165-30 - La cession de contrôle, in *J.-Cl. Sociétés*, 31 mars 2016 ;
18. - La nullité judiciaire, in *Projet de réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, Analyses et propositions*, dir. M. Latina et G. Chantepie, Dalloz, 2015 ;
19. - Les devoirs de se renseigner et d'information, in *Projet de réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, Analyses et propositions*, Dalloz, 2015 ;
20. - L'erreur sur les motifs, Les classifications du contrat, in *Projet de réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, Analyses et propositions*, Dalloz, 2015 ;
21. - « Le caractère judiciaire de la nullité à l'heure de la réforme du droit des obligations », *LPA* 9 déc. 2014, p. 4 et s. ;
22. - « L'image des biens, pour un changement de perspective », *LPA*, 21 janv. 2013, p. 5 et s. ;
23. - *V°* Dation en Paiement, in *Rép. civ.* Dalloz, juin 2012 ; mis à jour en avril 2016.

Colloques

1. - « Entreprise individuelle et sociétés unipersonnelles : l'heure du choix », in Le nouveau statut de l'entrepreneur individuel, coll. Aix-en-Provence, 7 oct. 2022, dir. J.-N. Stoffel, à paraître aux PUAM ;
2. - L'entrepreneur individuel et le droit patrimonial de la famille, in L'entrepreneur individuel et la loi n°2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante, à Strasbourg, le 10 juin 2022, dir. N. Kilgus et Th. Ravel d'Esclapon
3. - « De la disproportion au déséquilibre significatif », in Les 20 ans de la loi NRE : contrats et concurrence, Revue Lamy Concurrence ;
4. - « L'usage de la technique sociétaire : l'exemple de la franchise participative », in La distribution en réseau : entre risques et opportunités, Cahiers de dr. de l'entr., Lexisnexis, à par. ;
5. - « Ethique et dénouement du contrat », in Ethique et contrats, Lextenso, coll. Centre Michel de l'Hospital, 2021, p. 153 et s. ;
6. - « Le devoir de vigilance en droit des sociétés », in Sécuriser la sous-traitance, Quels nouveaux défis ?, PU Toulouse 1 Capitole, 2019, p. 89 et s. ;
7. - « La qualification du contrat », avec E. Muller, in Contrats de droit privé et contrats de droit administratif, Droit comparé interne, LGDJ-Lextenso, 2019, p. 3 et s. ;
8. - « La réaction de la France : entre défaut d'attractivité et propositions d'amélioration », in Brexit et Catalogne : conséquences et enjeux pour les sociétés, 2 mars 2018, Dijon (<https://masterdaii-dicid.u-bourgogne.fr/images/stories/PDF/JFH.-Attractivite-implantation-societes-NORMAL--Colloque-Brexit.pdf>) ;

9. - « L'exercice des nouveaux pouvoirs unilatéraux du contractant », RDC 2018, p. 514 et s. ;
10. - « Les contrats aléatoires » avec A. BENABENT, *in Pour une réforme du droit des contrats spéciaux, Journée nationale de l'Association Henri Capitant*, colloque du 17 novembre 2017 à Grenoble ;
11. - « La durée du contrat : prorogation, renouvellement », *in La réforme du droit des contrats*, colloque du 29 avril 2016 à Caen.

Conférences

1. - Actualités relatives à la SAS, *in Actualité du droit des sociétés*, dir. M. Roussille, à l'ENM Paris, 5 oct. 2022, à destination des juges consulaires ;
2. - Conférence « Les associations au carrefour des droits », à Caen, le 24 novembre 2017, à destination des commissaires aux comptes ;
3. - Conférence « La diversité contemporaine du droit de la responsabilité civile, du dommage au fait générateur », à Pontoise, le 24 avril 2017, à destination des avocats du barreau du Val d'Oise ;
4. - Conférence « Les baux commerciaux après la loi PINEL : du contrat de bail au renouvellement, du loyer au déplafonnement », à Pontoise, le 30 mai 2016, à destination des avocats du barreau du Val d'Oise ;
5. - Conférence « Les associations : les risques juridiques » à Caen, le 15 décembre 2015, à destination des commissaires aux comptes.